

SCO Normandie Centre

MASCARADE SOCIALE

le 2 juin 2014

Le Service Clients Orange Normandie Centre a bientôt 6 mois et le constat est là : la nouvelle direction ne brille pas par son aptitude au dialogue social.

Plus que le dialogue social, phraséologie très à la mode chez nos dirigeants, c'est plutôt le respect des institutions représentatives du personnel et de leurs prérogatives qui pose question.

France Télécom/Orange, surtout à la DONC, n'a jamais été le champion de France de cette discipline mais il faut avouer qu'au SCO on touche le fond.

Notre nouveau directeur a voulu des réunions mensuelles avec les délégués syndicaux.

Mais les documents sont envoyés la veille ou pas du tout, la direction choisit les points à l'ordre du jour en fonction de son bon vouloir.

Bref une instance à laquelle on essaie de faire croire qu'elle sert à quelque chose.

SUD, ainsi que la CGT, a refusé de participer à la dernière réunion DS du 23 mai. Nous ne sommes pas là pour servir de caution à la direction.

Le summum, si cela est possible dans un domaine pareil, est atteint en CHSCT.

Le directeur du SCO est aussi président du CHSCT. Mais M. Aimaretti a déjà décidé de déléguer ce rôle au DRH pour 2 CHSCT sur 5 depuis le début de l'année.

Il est vrai qu'il nous avait annoncé en dé-

but d'année qu'il ne participerait pas à tous les CHSCT.

Il a sûrement plus important à faire

Le CHSCT doit s'assurer que les conditions de travail des salarié(e)s, liées aux différents projets de la direction, ne soient pas dégradées.

Or, les dossiers présentés aux élu(e)s, souvent incomplets, vagues ou erronés, ne leur permettent pas de se prononcer.

« Omission » aussi de présenter au CHSCT certains dossiers majeurs comme les changements d'activité des conseillers prévus sur tous

les plateaux du SCO : polyvalence N1/N2/ Mobiles/Open/Front prévenance/Open prévenance.

Les IRP sont une obligation réglementaire mais la direction veut les transformer en chambre d'enregistrement.

Et ce n'est pas une négociation, actuellement en cours, sur un pseudo dialogue social qui changera les choses.

La marge de progression est vraiment trop importante.

Et comme d'habitude ce sont les salarié(e)s qui font les frais d'une telle politique.

Dialogue social



Sud 36-37

02 47 85 11 11

sudptt.36-37@wanadoo.fr

Sud Loiret

02 38 83 72 39

sudloiret@wanadoo.fr

Union
syndicale
Solidaires

Sud Haute Normandie

02 35 63 20 20

sudptt.hn@wanadoo.fr

Sud Basse Normandie

02 31 94 26 00

sudptt14@wanadoo.fr